

Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise

LETTRE DE CONSULTATION

Prestation de support et de maintenance du logiciel CHIMIO pour le GHPSO

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 23 décembre 2025 à 12h00

Table des matières

1	OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ	3
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2	FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3	DURÉE D'EXECUTION DU MARCHÉ DE DELAI D'EXECUTION	3
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
2.1	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
3	DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ	4
3.1	ALLOTISSEMENT	4
3.2	DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN TRANCHES	4
3.3	VARIANTES.....	4
3.4	MARCHES COMPLEMENTAIRES	4
3.5	CONTROLE TECHNIQUE	4
3.6	MODALITES D'EXECUTION	5
3.7	CONDITIONS D'EXECUTION	7
3.7.1	<i>Autres documents</i>	7
3.8	ENGAGEMENT DES PARTIES.....	8
3.9	DELAIS DE LIVRAISON / MISE EN SERVICE	8
4	GARANTIE ET ASSURANCE	8
4.1	GARANTIE	8
4.2	ASSURANCE.....	8
5	PRIX.....	9
5.1	FORME DE PRIX	9
5.2	CONTENU DES PRIX	10
5.3	AVANCE.....	10
5.4	RETENUE DE GARANTIE	10
5.5	DELAIS DE PAIEMENT	10
5.6	DEMANDE DE PAIEMENT	10
6	DELAIS-PENALITES	11
7	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	12
8	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'ECHANGE	12
9	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	12
10	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
11	VISITE	15
12	VALIDITE DES OFFRES	15
13	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	15
14	MODIFICATION NON SUBSTANTIELLE	15
15	NEGOCIATION	15
16	NOTIFICATION	16
17	RESILIATION	16
18	NANTISSEMENT	16
19	RECOURS	16

1 OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la définition des conditions et du contenu de la Prestation de support et de maintenance du logiciel CHIMIO destiné au Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise (GHPSO). Le GHPSO, ayant acquis une licence d'utilisation du Logiciel, souhaite bénéficier des prestations de Support et de Suivi y afférentes, assurées par le Prestataire. La Maintenance couvre l'ensemble des actions visant à assister le GHPSO en vue de l'utilisation correcte du Logiciel, afin de corriger et d'améliorer celui-ci. Ces prestations incluent l'Assistance pour la détection des Incidents (Anomalies ou erreurs de manipulation), le Support pour la prise en compte et la remédiation des Anomalies affectant le Logiciel, ainsi que le Suivi pour la révision et l'amélioration du Logiciel par la fourniture des Mises à Jour et des Nouvelles Versions. Ce marché vise donc à garantir le maintien en condition opérationnelle du Logiciel.

1.2 Forme de la consultation

Le présent marché public est passé sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article R2122.3 du code de la commande publique.

Numéro de référence attribué à la consultation par la personne publique : **S250917**

1.3 Durée d'exécution du marché de délai d'exécution

Durée du marché :

Le présent marché est prévu pour une durée d'un an reconductible 3 fois 1 an à compter du 01/01/2026.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières
- La présente lettre de consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) TIC en vigueur
- Le cadre de réponse technique
- L'offre technique du titulaire

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces constitutives du présent marché public.

Les pièces énumérées ci-dessus sont celles en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

Cette liste n'est pas exhaustive.

3 DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ

3.1 Allotissement

La présente consultation est composée d'un lot unique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.2 Décomposition du marché en tranches

Sans objet

3.3 Variantes

Les variantes sont-elles autorisées ☐ oui ☒ non

Prestations supplémentaires ☐ oui ☒ non

3.4 Marchés complémentaires

Le cas échéant, les prestations relatives au présent marché pourront faire l'objet d'un marché négocié selon l'article R2122-4 du code de la commande publique pour l'exécution de livraisons complémentaires

3.5 Contrôle technique

En cas de désaccord sur la qualité des fournitures, tous les frais d'expertises seront à la charge du fournisseur, en particulier s'il est vérifié que les caractéristiques de la marchandise livrée ne

correspondent pas aux spécifications techniques demandées, normes réglementaires ou modèles déposés.

Toute fourniture non conforme ou non satisfaisante devra être reprise par le titulaire du marché et son remplacement devra être assuré dans les 48 heures. Faute par le fournisseur de remplacer les marchandises litigieuses dans le délai fixé.

3.6 Modalités d'exécution

3.6.1. Nature des prestations

Assistance

Le Prestataire s'engage à intervenir à la demande du GHPSO et à détecter si l'Incident qui affecte le bon fonctionnement du Logiciel provient d'une Anomalie ou d'une erreur de manipulation.

Le prestataire s'engage à remédier à l'Incident afin de permettre au GHPSO un usage convenable du Logiciel conforme à son objet, si le remède peut être apporté par téléphone.

Support

Le Prestataire s'engage à prendre en compte les Anomalies qui affecteraient le Logiciel afin d'y remédier.

Suivi

Le prestataire s'engage à réviser et améliorer le Logiciel, à fournir au GHPSO des Mises à Jour et des Nouvelles Versions, et à assurer la mise à jour de la Documentation associée au Logiciel.

3.6.2. Limitation de la maintenance (partie forfaitaire)

Sont exclues des prestations couvertes par le présent article :

- Les prestations liées à la correction des dysfonctionnements causés par une utilisation incorrecte du Logiciel par le GHPSO ou par des modifications apportées par le GHPSO au Logiciel, sans l'autorisation du Prestataire ;
- Les prestations qui se révéleraient ne pas être liées directement au Logiciel ; la reconstitution des fichiers de données en cas de destruction accidentelle ;
- Les sauvegardes de fichiers et saisies d'exploitation ; les modifications ou compléments de fonctionnalités afférentes au Logiciel demandés par le GHPSO ;
- Les modifications ou compléments de fonctionnalités afférentes à l'évolution de la réglementation ou à des modifications intervenues sur la configuration matérielle ;

- Les prestations liées au non-respect des spécifications, procédures, mesures de sécurité et de prudence, avertissements divers, figurant dans la documentation associée au Logiciel ou dans le Logiciel lui-même;
- Les prestations de formation d'installation, de conseil ou d'assistance qui sont éventuellement proposées par le Prestataire au travers de contrats de formation, d'installation, de conseil ou d'assistance ;
- Tout déplacement ou intervention sur le site du GHPSO ;
- Toute modification ou complément de la configuration sur laquelle est utilisé le Logiciel nécessité par la mise en place d'une Mise à Jour **(sauf l'assistance à distance pour l'installation des *Patches* correctifs des Anomalies, laquelle reste incluse dans la Partie A).**

Ces prestations feront automatiquement l'objet d'une facturation complémentaire (partie B).

Les prestations réalisées par Computer Engineering dans le cadre de l'abonnement de maintenance sont précisées en dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Intervention au titre de l'assistance

Dans le cadre de l'Assistance, l'interlocuteur Privilégié du GHPSO a accès à un numéro de téléphone au Centre de Service Support du Prestataire pour poser toutes les questions relatives à l'utilisation et au fonctionnement du Logiciel. Les heures d'accès du GHPSO à ce Centre sont les heures ouvrées, de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés et chômés.

Si la correction de l'incident peut être apportée par Télémaintenance, le Prestataire s'engage, après autorisation expresse du GHPSO, à y remédier, à distance, par l'intermédiaire de l'accès en Télémaintenance. Le temps de connexion est inclus dans le montant de la redevance.

Suivant le type d'Incident, la correction apportée pourra notamment prendre la forme d'une réponse orale par téléphone ; d'une réponse écrite adressée au GHPSO définissant la marche à suivre ; de la remise d'une documentation supplémentaire.

Dans la mesure où l'intervention par téléphone (ou par Télémaintenance) serait restée infructueuse, le Prestataire s'engage à intervenir dans les délais les plus brefs.

Intervention au titre du support

Le Prestataire interviendra soit à sa propre initiative, soit à la demande du GHPSO, à distance, à la suite des prestations d'Assistance, quand un événement couvert par le Support interviendra.

A compter de l'appel du GHPSO, le Prestataire fera ses meilleurs efforts pour analyser la nature et l'origine de l'anomalie et intervenir au plus tard dans les délais définis ci-après.

En cas d'Anomalie Bloquante, la correction de l'Anomalie ou au moins une Solution de Contournement devra être fournie au GHPSO dans un délai maximum de 4 heures ouvrables à compter de la prise en compte de rappel du GHPSO.

En cas d'Anomalie Non Bloquante, la correction de l'Anomalie ou au moins une Solution de Contournement devra être fournie au GHPSO dans un délai maximum de 24 heures ouvrables à compter de la prise en compte de l'appel du GHPSO.

Au cas où seul un Patch serait fourni, le Prestataire s'engage, à la demande du GHPSO (ou au plus tard dans un délai de 2 mois) à fournir une Mise à Jour.

Intervention au titre du suivi

Mise à jour du Logiciel et de la Documentation

Toutes les améliorations apportées sur le Logiciel font l'objet de Mises à Jour. Le Prestataire fournira les Mises à Jour du Logiciel au GHPSO au fur et à mesure de leur diffusion commerciale après s'être assuré qu'elles ne risquent pas de provoquer une régression par rapport aux Spécifications du Logiciel.

Toutes les nouvelles fonctionnalités feront l'objet de Nouvelles Versions du Logiciel qui seront fournies au GHPSO à sa demande en fonction de leur disponibilité et sous réserve du paiement de la redevance correspondante.

Seule la version la plus récente du Logiciel pourra faire l'objet d'une Nouvelle Version. En conséquence, toutes les versions antérieures à la version courante devront, préalablement aux prestations de Suivi, faire l'objet d'une Mise à Jour.

Installation des Mises à Jour et/ou Nouvelles Versions du Logiciel

Le Prestataire pourra, à la demande du GHPSO aider à l'installation d'une Mise à Jour et d'une Nouvelle Version (ou d'une Mise à Jour ou d'une Nouvelle Version) du Logiciel, moyennant une redevance complémentaire.

Recette des Mises à Jour et/ou Nouvelles Versions du Logiciel

Chaque Mise à Jour ou Nouvelle Version fera l'objet d'une qualification en environnement de test par le GHPSO

3.7 Conditions d'exécution

A la fin de chaque semestre, le Prestataire mettra à la disposition du GHPSO un rapport d'activité mentionnant ses interventions et les conséquences qui en ont résulté.

Le titulaire inclut dans sa réponse les documents suivants :

- ⇒ Une documentation commerciale détaillant les prestations ;

⇒ Une description détaillée des politiques de support technique

3.8 Engagement des parties

Le présent marché public exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le GHPSO et le titulaire préalablement à la signature du présent marché public.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3.9 Délais de livraison / mise en service

Le point de départ pour le début de la prestation est la notification de l'ordre de service ou du bon de commande.

4 GARANTIE ET ASSURANCE

4.1 Garantie

Sans objet

4.2 Assurance

Le titulaire indique qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir le GHPSO de toute difficulté qui pourrait survenir.

Il doit en particulier veiller à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation. Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels

A la demande du GHPSO, le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance.

Par dérogation à l'article 8 du CCAG TIC, et en complément de l'Article 8 du Contrat de Maintenance (CM) qui définit les modalités de calcul, la réparation totale due par le titulaire ou l'un de ses sous-traitants au GHPSO au titre de sa responsabilité pour tous préjudices confondus ne pourra être inférieure à 20000 euros HT, ou au montant total de la redevance annuelle de Maintenance HT payée par le Client au Prestataire pour l'année en cours, si ce dernier est supérieur.

5 PRIX

5.1 Forme de prix

Le présent marché public est un marché composite à prix mixte

PARTIE A : Prestation de support et de maintenance – partie forfaitaire (annuelle)

Prix forfaitaire lié au devis fourni par le candidat selon l'article R2112.6 du Code de la Commande Publique

PARTIE B : Prestations non incluses dans la partie A

La partie B est un accord- cadre mono-attributaire marchés subséquents lié à la demande de devis en application de l'article R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique et de l'article L2125-1 du Code de la commande publique.

Le marché subséquent se fera sous la forme d'un devis et d'un bon de commande (engagement du pouvoir adjudicateur).

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur.

Le montant du présent marché pour la partie B ne pourra dépasser **40 000€ HT** sur sa durée totale.

Le prix du marché est révisé sur proposition du candidat tous les 12 mois et au plus tard 3 mois avant la date correspondante aux 12 mois.

La révision de prix sera notifiée par le titulaire du marché au GHPSO au plus tard 2 mois avant la date anniversaire du marché. Cette notification consiste en l'envoi par mail à l'adresse achats@ghpsso.fr d'un bordereau de prix révisé, ainsi que le détail du calcul en joignant un extrait des indices de révision utilisés.

Toutes propositions réceptionnées au-delà du terme fixé, ne seront pas prises en considération et le titulaire en sera averti par courrier ou par courriel.

En l'absence de notification, il sera considéré qu'il n'y a pas lieu d'appliquer de révisions de prix.

Page 9/17



Le montant du présent marché ne pourra dépasser 40 000€ HT sur sa durée totale.

5.2 Contenu des prix

Les services détaillés dans la présente Lettre de Consultation devront figurer sur le devis.

Concernant la PARTIE B (Prestations non incluses dans la partie A), le prestataire devra obligatoirement fournir un Bordereau de Prix Unitaires distinctif et détaillé, permettant l'établissement des marchés subséquents de manière transparente.

Ce BPU devra impérativement inclure les coûts (prix unitaires ou taux horaires HT) pour toutes les prestations listées comme étant potentiellement facturées en complément ou exclues du forfait de maintenance (Partie A). Cela inclut, sans s'y limiter :

- Les taux horaires (HT) applicables à chaque catégorie de personnel pour les prestations d'Assistance, de Conseil et de Formation.
- Les coûts forfaitaires ou horaires pour l'aide à l'Installation des Mises à Jour et/ou des Nouvelles Versions du Logiciel.
- Les frais de déplacement et d'intervention sur site (puisque toute intervention sur site est exclue de la Partie A forfaitaire).
- Les coûts pour l'Assistance à la migration de serveur et autres prestations techniques spécifiques listées en Annexe II comme étant complémentaires.

5.3 Avance

Sans objet

5.4 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

5.5 Délais de paiement

Le délai de règlement des acomptes et du solde est de 50 jours à compter de la réception de la facture.

5.6 Demande de paiement

Le règlement du solde fera l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facture sera transmise sur la plateforme CHORUS PRO, le numéro de SIRET du GHPSO étant le 20002961900018.

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- la référence du marché,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du bon de commande,
- la date de réception,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le site et le ou les bâtiments, le ou les équipements concernés,
- la désignation en clair des travaux effectués,
- les dates de début et fin de mission,
- le prix net HT,
- le prix net TTC.

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif, dans un délai de 50 jours à réception de la facture.

Le GHPSO se réserve le droit de demander au titulaire toute pièce justificative nécessaire dans le cadre de la vérification des factures.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

6 DELAIS-PENALITES

Il pourra être appliqué les pénalités de l'article 14.1.1 du CCAG - TIC.

Lorsque l'établissement envisage d'appliquer les pénalités telles que prévues au présent article il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'établissement considère que les observations formulées par le titulaire en application du 1er alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités peuvent être appliquées selon les modalités indiquées ci-dessous.

En ce qui concerne le dépassement des délais d'intervention (GTI) du fait exclusif du titulaire uniquement pour les Incidents Bloquants (P1), l'établissement pourra exiger le paiement des pénalités dans le cadre de ce marché, suivant l'article 14.2 du CCAG-TIC.

Durant cette phase, la qualification de la gravité d'un Incident peut être contestée par le titulaire. Au cours de cet échange, les intervenants de l'établissement et du titulaire s'efforcent de trouver une qualification commune. Si aucun accord n'est trouvé, la contestation sera motivée et documentée par le titulaire par son outil de gestion des Incidents.

En l'absence d'accord, l'établissement et sous réserve que le ticket ait été créé dans le système de Dedalus pourra appliquer les pénalités.

Si une solution de contournement est fournie dans les délais de 4 ou 24 heures (selon la gravité de l'anomalie), les pénalités ne sont pas appliquées immédiatement. Toutefois, le prestataire s'engage à fournir la correction définitive (Patch ou Mise à Jour) de l'anomalie dans un délai maximal de 30 jours ouvrés à compter de la date de livraison de la solution de contournement. En cas de dépassement de ce second délai, les pénalités de 20 euros HT par jour ouvré de retard recommenceront à courir jusqu'à la livraison du correctif définitif.

Si plusieurs retards sont constatés pour des interventions connexes ou ayant pour objet un même Incident la pénalité ne peut être appliquée qu'une fois.

Les pénalités sont exclues sur les Incidents dont la correction est identifiée dans les versions plus récentes que celles installées au GHPSO pour l'ensemble des sites.

Le montant total des pénalités exigibles au titre du présent marché, tout fait générateur confondu, sur la totalité de sa durée ne pourra excéder 10 % du montant annuel forfaitaire HT de la prestation de maintenance.

7 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- La présente lettre de Consultation
- L'Acte d'Engagement (AE) à compléter et à signer

8 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'ECHANGE

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme l'adresse suivante:
www.marches-publics.gouv.fr

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

9 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises avant la date indiquée sur la 1ere page de la lettre de consultation

Conformément aux articles R.2132.7, R2132.11 à R2132.13 du code de la commande publique en vigueur au 01/04/2019, la transmission des plis est obligatoirement par voie électronique. Par conséquent, la transmission par papier n'est pas autorisée.

Les candidatures et offres doivent être transmises par voie électronique par le biais de notre plateforme achat : www.marches-publics.gouv.fr

Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde de la présente lettre de consultation
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 9 ci-dessous, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

10 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

L'ensemble du dossier doit contenir :

Pièces relatives à la candidature :

- Lettre de candidature

Il est demandé d'utiliser le formulaire DC1, disponible en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Déclaration du candidat

Il est demandé d'utiliser le formulaire DC2, disponible en ligne à l'adresse suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Un K-BIS datant de moins de 6 mois et éventuellement les délégations de pouvoir
- Un certificat d'assurance en responsabilité civile en lien avec l'objet du marché et en cours de validité

Pièces relatives à l'offre :

- **L'acte d'engagement** (A.E. – « ATTRI1 ») (daté et signé par les personnes habilitées à engager l'entreprise candidate) **et son annexe financière (devis fournis par le candidat)**
- **Un RIB**
- **Une présentation commerciale de l'offre technique du candidat**
- **Certificat d'exclusivité**

Tous ces documents doivent être signés par la personne habilitée à engager la société et dont le nom sera mentionné dans les différentes rubriques. Ils doivent être en français ou traduit en français s'ils émanent d'une -autorité étrangère (loi n°94.665 du 4 mai 1994).

Le ou les candidats retenus devront fournir dans un délai de 5 jours les certificats délivrés par les organismes compétents (NOTI 1 et NOTI 2 ou 3666-1.2.3, URSSAF).

* les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj>

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique et parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (Cd-rom, Dvd-rom, Clé USB), par voie électronique (arrêté du 14 avril 2023) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention lisible « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise
Direction des Achats
Boulevard Laennec
60100 Creil

Elle comporte l'objet de la consultation et le nom de la société candidate / du groupement.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. Il est rappelé que le « cachet de la Poste » ne fait pas foi en matière de contrats administratifs ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix (article L112-1 du Code des relations entre le public et l'administration) : il est impératif de respecter le délai indiqué.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :
Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et/ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

11 VISITE

Sans objet

12 VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date de réception des offres

13 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Marché sans concurrence sans publicité – pas de critères de jugement des offres

14 MODIFICATION NON SUBSTANTIELLE

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 2 jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la plateforme PLACE

Une réponse sera alors adressée, par écrit via la plateforme acheteurs, à tous les candidats du lot de l'accord-cadre soumissionnaires au marché public, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

15 NEGOCIATION

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité.

Le Pouvoir Adjudicateur éliminera les offres inappropriées, décidera s'il admet ou non les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats puis engagera ou non les négociations avec l'ensemble des candidats sélectionnés.

Les candidats sont avertis que la négociation ne peut porter ni sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché tels qu'elles sont définies dans la lettre de consultation

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation

16 NOTIFICATION

Le soumissionnaire dont l'offre est retenue est informé par courrier sur le profil acheteur LA PLACE.

17 RESILIATION

Le marché public pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

18 NANTISSEMENT

La personne responsable du marché délivre sur demande du titulaire gratuitement les pièces nécessaires au nantissement de son marché.

19 RECOURS

Le droit applicable au présent marché est le droit français. Les tribunaux français seront compétents pour en régler les litiges.

Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
14 rue Lemerancier
80000 AMIENS
Tél. : 03-22-33-61-70

Organe chargé des procédures de médiation (le cas échéant)

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de Meurthe et Moselle
1 rue Préfet Claude Erignac

20 DEROGATION AU CCAG

Il est dérogé au CCAG-TIC pour l'article suivant :

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG TIC
Assurance	Article 4.2	Article 8